

Europe - Liban : un nouveau chapitre de partenariat stratégique

L'OLJ / Par [Lamia MOUBAYED BISSAT](#), le 7 février 2026



Le Premier ministre libanais, Nawaf Salam (à d.), recevant à Beyrouth la présidente du Conseil européen, Ursula von der Leyen, et le président de la Commission européenne, Antonio Costa, le 9 janvier 2026. Photo X/@grandserail

Le 16 janvier, au Grand Sérail, le Liban et l'Union européenne (UE) ont tenu une rencontre qui pourrait marquer un tournant dans leur relation : la consultation pour un paquet d'assistance d'environ 500 millions d'euros couvrant 2026–2027. L'enjeu n'était pas simplement de présenter des projets ou de distribuer des financements, mais de coordonner la stratégie européenne avec les priorités nationales de réforme et de relèvement, dans une logique de partenariat politique renforcé.

Pour la première fois, il a été convenu de créer un Comité de pilotage conjoint, réunissant représentants libanais et européens au plus haut niveau, afin d'assurer l'appropriation politique nationale du programme et de garantir une coordination interministérielle efficace. C'est un signal fort. L'UE ne cherche plus seulement à financer des initiatives isolées, mais s'engage dans un processus où le Liban est acteur de la mise en œuvre.

La consultation visait d'une part à valider les priorités européennes pour 2026–2027 en les alignant sur les réformes nationales et à renforcer de l'autre la coordination entre ministères. Ce double objectif traduit un changement de paradigme : l'aide européenne n'est plus uniquement technique ou financière, elle est désormais liée à la capacité du Liban à gouverner et réformer.

Un tournant qui intervient après des mois de reprise du dialogue politique avec l'UE et de la signature de six nouveaux accords de financement de plus de 110 millions d'euros, intégrés dans une enveloppe globale proche d'un milliard d'euros. Il s'inscrit également dans un cadre

plus large de coopération méditerranéenne et régionale, où l'UE entend renforcer sa présence politique et stratégique.

L'économie et le commerce : le défi structurel

La relation économique avec l'UE est asymétrique depuis des années. En 2024 les exportations libanaises vers l'UE ont tourné autour de 520 millions d'euros alors que les importations libanaises depuis l'UE ont atteint près de 4,9 milliards d'euros.

Autrement dit, pour chaque euro que le Liban vend à l'Europe, il en importe près de dix. Cette relation est structurellement déséquilibrée, et elle s'est même légèrement détériorée en 2024, avec une baisse des exportations libanaises vers l'UE d'environ 14 %.

Cela reflète moins un problème européen qu'une crise profonde de l'appareil productif libanais : industrie affaiblie, agriculture fragilisée, logistique déficiente et cadre réglementaire instable.

Le paquet 2026–2027 pourrait changer la donne, mais seulement si certaines conditions sont réunies. Il s'agit d'abord d'entreprendre des réformes institutionnelles pour améliorer les capacités d'exportation. Si le soutien européen permet de moderniser les douanes, les normes de qualité, la passation des marchés publics et les régulations économiques, les entreprises libanaises auront ainsi plus de chances d'accéder au marché européen. Mais le Liban doit également passer d'une économie d'importation à une économie de production. Car trop souvent, l'aide internationale a servi à maintenir des services de base plutôt qu'à relancer la production. Le nouveau cycle 2026–2027 doit viser davantage les secteurs productifs, notamment ceux de l'agro-alimentaire, des technologies vertes, des énergies renouvelables et des industries légères à forte valeur ajoutée. Enfin, le pays doit renforcer sa crédibilité pour attirer l'investissement. Car sans investissement, le déficit commercial persistera. Or les entreprises européennes n'investiront durablement au Liban que si l'État devient plus prévisible, plus transparent et plus efficace.

Si ces conditions sont respectées, le programme ne servira pas seulement à maintenir un équilibre fragile, mais pourrait favoriser une relance économique plus profonde et durable.

Pourquoi cette fois pourrait être différente

Plusieurs facteurs rendent cette phase potentiellement transformatrice, à commencer par l'implication politique renforcée. La participation du Grand Sérail et la création du Comité de pilotage conjoint garantissent que les décisions ne resteront pas confinées aux ministères techniques, mais auront une portée politique réelle. Le comité pourrait assurer une coordination politique au plus haut niveau pour suivre la mise en œuvre et les résultats.

L'alignement avec les réformes nationales est un autre atout. Pour la première fois, les priorités européennes sont validées en coordination avec l'agenda de relèvement libanais, ce qui augmente la probabilité d'impact concret. Cette étape pourrait conduire à une meilleure intégration régionale et européenne car avec la reprise du Conseil d'association UE–Liban à Bruxelles en décembre 2025, la coopération s'inscrit désormais dans le cadre plus large du

partenariat méditerranéen et de la diplomatie économique européenne, ce qui ouvre des perspectives à long terme pour le commerce, l'investissement et les infrastructures.

La consultation du 16 janvier au Grand Sérail illustre un changement dans la relation UE–Liban d'une aide ponctuelle vers un partenariat stratégique structuré, avec un accent sur la gouvernance, la coordination et la durabilité. Certes, les défis restent immenses. Mais le fait que le Liban assume désormais un rôle actif dans la planification et la mise en œuvre de ce programme, soutenu par le Comité de pilotage conjoint, ouvre la voie à une coopération plus efficace et, potentiellement, à un effet tangible sur la production, la compétitivité et les exportations.

Entre Bruxelles et Beyrouth, le scénario qui s'ouvre n'est plus seulement celui de l'aide ou de la stabilisation. C'est un pari sur la capacité du Liban à se réformer et à reconstruire son économie. Si l'État et ses institutions parviennent à relever ce défi, l'Europe ne sera pas seulement un partenaire financier, mais un levier réel de renaissance politique et économique.

Par Lamia MOUBAYED BISSAT

Présidente de l'Institut des finances Basil Fuleihan